

Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« Pays d'Armagnac Biodiversité (OC_ARBI) »

Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Pays d'Armagnac Biodiversité » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « PAYS D'ARMAGNAC BIODIVERSITE » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le territoire couvre l'ensemble du périmètre du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays d'Armagnac.

Le territoire concerne les communes suivantes (*en italique communes en partie concernées*)

Arblade-le-Haut	Gazaupouy	Mouchan
<i>Avéron-Bergelle</i>	Gazax-et-Baccarisse	Mourède
Ayzieu	Gondrin	Nogaro
Bascous	Justian	Noulens
Bazian	Lagardère	Panjas
Beaucaire	Lagraulet-du-Gers	Perchède
Beaumont	Lannemaignan	Peyrusse-Grande
Belmont	Lannepax	Peyrusse-Vieille
Bérault	Lanne-Soubiran	Préneron
Bétous	Larée	Ramouzens
Bezolles	Larressingle	Réans
Blaziert	Larroque-Saint-Sernin	Riguepeu
Bourrouillan	Larroque-sur-l'Osse	Roquebrune
Bretagne-d'Armagnac	Laujuzan	Roquepine
Caillavet	Lauraët	Roques
Callian	Le Houga	Rozès
Campagne-d'Armagnac	Lias-d'Armagnac	Saint-Arilles
Cassaigne	Ligardes	Sainte-Christie-d'Armagnac
Castelnau d'Auzan Labarrère	Loubédats	Saint-Griède
Castelnau-sur-l'Auvignon	Lupiac	Saint-Martin-d'Armagnac
Castex-d'Armagnac	Luppé-Violles	Saint-Orens-Pouy-Petit
Castillon-Debats	Magnan	Saint-Paul-de-Baïse
Caupenne-d'Armagnac	Maignaut-Tauzia	Saint-Pierre-d'Aubézies
Caussens	Manciet	Saint-Puy
Cazaubon	Mansencôme	Salles-d'Armagnac
Cazaux-d'Anglès	Marambat	Séailles
Cazeneuve	Marguestau	Sion
Condom	Mauléon-d'Armagnac	Sorbets
Courrensan	Maupas	Toujouse
Cravencères	Mirannes	Tudelle
Dému	Monclar	Urgosse
Eauze	Monguilhem	Valence-sur-Baïse
Espas	Monlezun-d'Armagnac	Vic-Fezensac
Etang	Montréal	
Fourcès	Mormès	

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

L'agriculture gersoise connaît d'importantes évolutions : forte déprise de l'élevage d'une part, et spécialisation et intensification des pratiques de culture d'autre part, conduisant à une simplification du paysage mosaïque. Les milieux herbagers sont particulièrement menacés par la mise en culture (retournement), l'abandon (fermeture) ou encore des pratiques de gestion inadaptées (sur/sous-pâturage, fauche précoce, broyage, etc.).

Le territoire du PAEC est dominé par les grandes cultures et la polyculture-élevage. Les fonds de vallées principales sont occupés par des grandes cultures irrigables avec quelques prairies humides et/ou inondables relictuelles en bordure de rivière. Les coteaux sont eux partagés entre grandes cultures (céréales et oléo-protéagineux - 59% de la SAU du territoire), vignes (18% de la SAU) et des surfaces herbagères témoignant encore de la présence de l'élevage.

Les objectifs du territoire sont **de préserver et restaurer les zones humides** ainsi que **les habitats des espèces PNA /PRA Cistudes, Odonates, papillons de jour, Jacinthe de Rome, messicoles, tourterelle**

Date de fauche habituelle du territoire

La date de fauche habituelle du territoire est définie en fonction de la pratique de référence du territoire qui consiste en une fauche complète dès maturité des foin, sans prise en compte des cycles de reproduction de la faune et de la flore.

Cette date est précisée dans le diagnostic agroenvironnemental du territoire.

Pour les mesures « ESP » (protection des espèces), le cahier des charges prévoit un nombre de jours de retard d'utilisation qui est calculé par rapport à cette date de fauche habituelle.

Pour le territoire « Pays d'Armagnac Biodiversité » la date de fauche habituelle retenue par l'opérateur est :

- le 01/05

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Les mesures proposées sont des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement ²
Prairies permanentes	BIODIVERSITÉ : Préservation des zones humides et des espèces PRA/PNA	OC_ARBI_MHU1	Localisée	Préservation des milieux humides	150 €/ha	FEADER Etat
		OC_ARBI_MHU2	Localisée	Préservation des milieux humides - Amélioration de la gestion par le pâturage	201 €/ha	
		OC_ARBI_PRA1	Localisée	Maintien de la diversité floristique des surfaces herbagères et pastorales (localisée)	51 €/ha	
		OC_ARBI_PRA3	Localisée	Amélioration de la gestion des surfaces herbagères et pastorales par le pâturage	72 €/ha	
		OC_ARBI_OUV1	Localisée	Maintien de l'ouverture des milieux	153 €/ha	
		OC_ARBI_OUV2	Localisée	Maintien de l'ouverture des milieux - amélioration de la gestion par le pâturage	204 €/ha	
Prairies permanentes		OC_ARBI_ESP1	Localisée	Protection des espèces 1 : mise en défens de 10 % des prairies engagées	82 €/ha	

² Liste des financeurs potentiels. Le plan de financement sera arrêté après instruction en fonction des règles d'intervention des cofinanceurs nationaux.

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement ²
ou temporaires		OC_ARBI_ESP2	Localisée	Protection des espèces 2 : retard d'utilisation des prairies de 25 jours en moyenne	145 €/ha	
		OC_ARBI_ESP3	Localisée	Protection des espèces 3 : retard d'utilisation des prairies de 35 jours en moyenne	200 €/ha	
		OC_ARBI_ESP4	Localisée	Protection des espèces 3 : retard d'utilisation des prairies de 45 jours en moyenne	254 €/ha	

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Pays d'Armagnac Biodiversité »

Pour les mesures « ESP », l'obligation du cahier des charges (cf. Notice de mesure) relative au retard d'utilisation (fauche et pâturage) s'applique en référence à la date de fauche habituelle précisée dans la présente notice (cf. § 2 Résumé du diagnostic agroenvironnemental du territoire).

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Plancher annuel :

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Plafond annuel pour les exploitations agricoles :

Le montant total des aides versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) de 7 500 € par bénéficiaire.

Par exception, le plafond annuel par bénéficiaire est porté à 10 000 € si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- engagement d'une surface supérieure à 15 hectares dans la MAEC OUV2 en zone de coupure d'un territoire à enjeu DFCI ;
- engagement dans une ou plusieurs MAEC cofinancées par une Agence de l'eau.

Pour les GAEC totaux, le montant maximum des aides défini ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser le montant plafond en première année d'engagement ne pourra être accepté.

Plafond annuel pour les entités collectives :

Est qualifié d'entité collective toute personne morale juridiquement constituée gérant en responsabilité directe des surfaces dont elle est propriétaire ou locataire à des fins d'utilisation collective par les troupeaux de ses membres ou ayants droit.

Le montant total des aides versées à une entité collective au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) déterminé selon les règles spécifiques précisées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques en 2026 de la région Occitanie (consultable sur le site internet de la DRAAF : <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/arrete-relatif-aux-engagements-agroenvironnementaux-et-climatiques-en-2026-de-a9916.html>)

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Ces critères de priorisation sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure.

Critères spécifiques :

- priorité 1 : les exploitations agricoles ayant des parcelles déclarées en surfaces en herbe intersectant les couches régionales PNA ZH, odonates, papillons

- **priorité 2** : pour les autres cas : mise en place d'un système de notation selon les critères suivants
 - Y a-t-il un atelier d'élevage avec des animaux nourris à l'herbe de l'exploitation ? 1 point
 - L'exploitation était-elle engagée en MAE l'année dernière ou a-t-elle repris des parcelles auparavant engagées par un autre exploitant (cas de reprise) ? : 1 point
 - L'exploitation est-elle adhérente à la CATZH et/ou LIFE ? : 1 point
 - L'exploitation est-elle concernée par les enjeux suivants PNA suite au diagnostic terrain :
 - Plantes messicoles : 1 point
 - Cistudes : 1 point
 - Jacinthe de Rome : 1 point
 - Zones humides : 1 point
 - Papillons de jour et odonates : 1 point

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC³, en précisant le code de la mesure demandée ;

Concernant les mesures :

- OC_ARBI_MHU1
- OC_ARBI_MHU2
- OC_ARBI_PRA3
- OC_ARBI_OUV2

Vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :
ADASEA du Gers : 05 62 61 79 50, a032@adasea.net

³ Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>